

## **Le SUD...et le NORD dans la mondialisation : quelles alternatives?**

Louis Favreau (dir.) avec la collaboration de Y.Assogba, R.Machado Carrion A.Salam Fall, L.Fréchette, C.Giles, J. Jobin, G. Larose, A. MariKo, H.Ortiz, N.Thede et D.Tremblay

### **Note sur les auteurs et sur ce cahier de la CRDC**

Sous la direction du titulaire de la CRDC, Louis Favreau en collaboration avec A.Salam Fall (RIPESS) et Gérald Larose (GESQ), douze auteurs, liés à la CRDC, à des organisations de développement du Sud et à des universités (en Afrique et en Amérique latine), ont collaboré à la production de ce cahier en vue de la Conférence internationale intitulé *Le SUD...et le NORD dans la mondialisation : quelles alternatives?*, conférence qui s'est tenue à l'Université du Québec en Outaouais les 24 et 25 septembre 2003. Nous visions la participation de 300 personnes. Près de 450 personnes en provenance de tout le Québec s'y sont inscrites, des invités internationaux de 15 pays dont 12 du Sud et près de 40 organisations (organisations de coopération internationale, coopératives, groupes de femmes, organisations syndicales, agences de développement local de toute catégorie (CDÉC, CDR...) de même que des intervenants et décideurs du secteur public) y ont participé. Ces contributions Nord-Sud soumises au quotidien *Le Devoir* a permis la réalisation d'un cahier spécial de six pages dans ce journal la fin de semaine des 13 et 14 septembre avec l'intitulé «Altermondialisation, démocratie et développement». À l'exception du dernier texte (non reproduit faute d'espace), les articles soumis par la CRDC ont paru dans le journal. Nous reproduisons ici la version originale de ces textes.

### **Note sur le directeur du cahier**

Louis Favreau est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités

**Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)**

**Numéro spécial hors série**

**Septembre 2003-10-09**

**Université du Québec en Outaouais**



## **Table des matières**

**Le SUD...et le NORD dans la mondialisation : quelles alternatives?** Par Abdou Salam Fall, RIPESS, Louis Favreau, CRDC et Gérald Larose, GESQ.

**Un développement local...et régional ou la «fusion municipale» à la manière malienne** par Claude Giles et Mariko Suco-Mali

**Les diasporas africaines devenues des agents de développement** par Yao Assogba (CÉRIS-UQO et Diastode).

**15, 000 cuisines collectives au Pérou: le mouvement des femmes en action** par Lucie Fréchette (UQO et Solidarité Sud) et Humberto Ortiz (Pérou).

**Porto Alegre au Brésil, une ville pas comme les autres** par Rosinha Machado Carrion (Université de Porto Alegre, Brésil).

**Des solidarités internationales innovatrices** par Nancy Thede et Daniel Tremblay, CRDC

**Gouvernements locaux et coopération internationale : penser mondialement et agir localement** par Jacques Jobin, Union internationale des villes et pouvoirs locaux

**Épargne et développement au Sénégal : au pays des nouvelles mutuelles d'épargne et de crédit** par Louis Favreau, UQO, GESQ

## **Le SUD...et le NORD dans la mondialisation : quelles alternatives?**

Par ABDOU SALAM FALL, sociologue,  
Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), Sénégal  
président du RIPESS

LOUIS FAVREAU, sociologue,  
Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), UQO, conseiller,  
GESQ

et GÉRALD LAROSE, travail social (UQAM),  
président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

*Une autre mondialisation est-elle possible? Du Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil et bientôt en Inde en passant par les premières Rencontres internationales d'économie sociale et solidaire de Lima (1997), de Québec (2001) et prochainement de Dakar (2005), les Rencontres de l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire, les Rencontres du Réseau mondial des acteurs du développement local durable, le groupe international «femmes et économie solidaire»..., des réseaux internationaux nouveaux tissent leur toile en s'appuyant sur des milliers d'initiatives économiques, au Nord et au Sud, qui refont le monde, localement du moins, en s'inscrivant dans un mouvement plus vaste de la société civile qui se mobilise au plan international. En outre, des sociétés (et leur État) sont en quête d'un développement autre par une économie plurielle et des formes nouvelles de démocratie politique. C'est le cas du Brésil de Lula ou de l'Afrique du Sud de Mandela. «Last but not least», des solidarités internationales innovatrices se font jour.*

Un **mouvement citoyen international** a donc commencé à se faire entendre mais surtout à s'organiser sur ses propres bases pour animer et construire des alternatives à la mondialisation néolibérale. Au SUD comme au NORD, des ALTERNATIVES se dessinent : Quelles sont-elles? Qu'annoncent-elles pour l'avenir de la planète? Quelle force réelle représentent-elles face à la tendance lourde du néolibéralisme?

En ces temps d'incertitudes (de gouvernance mondiale en crise, de «fatigue» de l'aide publique au développement, de catastrophes écologiques appréhendées...) et de guerres au nom, dit-on, de la démocratie et du développement, en ces temps de consensus mous autour de notions comme celles de «participation», de «société civile», de «démocratie», de «développement» mais aussi de recherche au sein des mouvements sociaux du passage d'une position d'«anti-mondialisation» à une posture d'«alter-mondialisation», des contenus nouveaux sont donnés à ces notions d'abord

venues des mouvements sociaux mais repris par les grandes institutions financières internationales. Elles ont besoin de reconstruction par ses initiateurs d'origine pour leur redonner un sens plein et une force de mobilisation et de transformation sociale. Citons quelques exemples internationalement connus. La Grameen Bank n'est-elle qu'une banque pour les pauvres? Non car elle questionne la banque privée et même les grandes institutions financières coopératives et mutualistes. Elle démontre qu'il est possible de faire de la finance autrement. Havelaar –et les initiatives qui lui correspondent- n'est-il qu'un simple label de commerce équitable? Non car il fournit la démonstration qu'il est possible de commercer autrement à l'échelle internationale. Villa el Salvador au Pérou et Porto Alegre au Brésil ne sont-elles que des municipalités initiatrices d'un nouvel outil de gestion urbaine, les «budgets participatifs»? Non car en questionnant tout à la fois l'insuffisance de la seule démocratie représentative et le développement économique dominant, elles construisent une démocratie participative locale (à l'échelle de centaines de milliers de résidents) et mettent en œuvre la co-production de services collectifs avec les associations et entreprises locales.

Ces expériences sont certes très localisées, mais elles ont su, comme des milliers d'autres, telles les cuisines collectives péruviennes ou les regroupements villageois maliens changer leur milieu immédiat mais aussi faire bouger le monde en imprimant une autre échelle d'intervention pour brancher ce «local» sur le «global». Ces expériences ont souvent la faculté d'avoir un intérêt planétaire, parce qu'elles ont en commun d'ouvrir un avenir partageable, que l'on soit du Nord ou du Sud, en mettant en relief de **nouveaux modes d'organisation collective**, des rapports novateurs au sein des communautés locales, des liens dynamiques entre le «social» et l'«économique» et des ponts inédits entre l'«économique» et le «politique» à travers la construction de nouveaux espaces publics. Précisons la chose.

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI et de la BM ont ouvert une brèche dans les modèles de développement déjà présents dans les pays du **Sud**, ce qui a durement secoué les États et les populations qui en ont subi le contre-coup. On a alors assisté à la montée en puissance d'une économie dite informelle. Mais la société civile a réémergé en donnant naissance à **des innovations économiques et sociales de création de richesses**. Ce faisant, ces innovations auront favorisé la relance de l'économie des espaces délaissés par le développement économique dominant. Moins durement bouleversées mais néanmoins touchées, les sociétés du **Nord** ont aussi vécu **des transformations** (crise de l'emploi, crise de la production de services collectifs dans les

communautés...) qui ont amené à la remise en question de leur modèle de développement et la sortie de son éclipse de l'économie sociale.

La plupart des pratiques d'économie populaire et de développement des territoires, d'économie sociale et solidaire, de développement local et régional, de démocratie participative...et de «mondialisation par le bas», au Nord comme au Sud, ont donné lieu à de nouveaux thèmes qui favorisent la remise en question des anciens contrats sociaux nationaux et aident à modifier les politiques de certaines institutions internationales (BIT, PNUD...) comme réponses à la mondialisation néolibérale<sup>1</sup>. Simultanément ces thèmes viennent aussi rejoindre ceux portés par des mouvements sociaux internationaux tels ceux de l'annulation de la dette des pays les moins avancés (PMA), de la réforme de l'ONU et surtout des institutions financières internationales, de la lutte pour la taxation des flux financiers, de l'accès à tous aux services de base (accès à l'eau potable, services sociaux et de santé, services d'éducation...)².

Des thèmes socio-économiques adossés à d'autres plus socio-politiques traduisent alors de nouvelles dynamiques d'acteurs collectifs, lesquels s'appuient notamment sur des mouvements associatifs, coopératifs et syndicaux, des ONG, des gouvernements locaux et des associations de producteurs: regroupements villageois, municipalités mettant en oeuvre des politiques de décentralisation («budgets participatifs», «conseils de quartier»...), finances solidaires, mutuelles d'épargne et de crédit ou mutuelles de santé, nouveaux services de proximité, réseaux locaux d'entrepreneurs (TPE et PME), diasporas devenus agents de développement, nouvelles formes de coopération internationale (plus décentralisée, plus partenariale)...

Le présent cahier multiplie les entrées pour aborder ces questions : par les enjeux internationaux, par des pratiques socio-économiques innovatrices et par différents pays du Sud comme du Nord. Tout comme la conférence internationale qui est à l'origine de ce cahier, il veut servir de levier pour mieux comprendre **les nouveaux enjeux et les nouvelles stratégies de développement de**

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos, les travaux les plus récents de Rouillé d'Orfeuill (2001) *Économie, réveil des citoyens*, Éd. La Découverte ; Castel (2002) *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives?* aux Éd. La Découverte ; Defourny et Develtere (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud* aux Éditions de Boeck; Favreau et Fréchette (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale* aux PUQ et plus récemment Favreau, Lachapelle et Larose (2003) *L'économie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud*, publié aux PUQ par la revue *Économie et Solidarités* de même que Fall et Guèye (2003), *Le franc, la grâce et la reconnaissance (les ressorts de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest)* dans la revue du MAUSS, Ed. La Découverte, Numéro 21.

<sup>2</sup> Exemple parmi d'autres le groupe ATTAC-QUÉBEC (voir entrevue de son président Robert Jasmin, Devoir (02/09/03)

ce début de 21<sup>e</sup> siècle qui surgissent à partir d'innovations économiques et sociales issues de communautés locales, de gouvernements locaux ou même d'États en réponse à des problèmes locaux et à cette mondialisation néolibérale, bref à l'impératif de **nouvelles régulations par le bas** qui se développent en interface avec ces mêmes États.

Pour notre part, nous nous sommes attelées au repérage des expériences les plus fortes. Cela ne suffit pas évidemment. Il faut remettre cela en perspective. Avec la dernière décennie, de développement de nouveaux mouvements socioéconomiques et sociopolitiques, il est permis d'affirmer qu'il y a émergence de nouveaux modèles de développement. Dans le Sud en particulier, c'est par les gouvernements locaux et les partenariats municipalités, associations et ONG que passent la construction d'États démocratiques. C'est par les initiatives de l'économie populaire et les mouvements sociaux économiques tel le commerce équitable que passe le développement. L'État clientéliste branché sur des filières internationales du Nord fait peu à peu tomber ses masques en se voyant obligé de laisser émerger un développement de l'intérieur des sociétés du Sud.

**Un développement local...et régional ou la «fusion municipale»  
à la manière malienne**

CLAUDE GILES, conseiller en développement des collectivités<sup>3</sup>

ADAMA MARIKO, coopérant SUCO, Mali.

*Le village de Sanankoroba au Mali est jumelé au village de Ste-Élisabeth de Lanaudière depuis 1985. Devant le dynamisme et les changements observés chez la population du village de Sanankoroba par la soixantaine de villages de l'arrondissement du même nom, les demandes fusent de toute part auprès du comité de jumelage « **Benkadi** » (Bonne entente) de Sanankoroba ; tous les villages de l'arrondissement réclament leur village du Canada pour y être jumelés et s'engager ainsi sur la voie du développement.*

Le hasard, qui n'existe pas et pourtant qui fait si bien les choses, veut que le responsable de l'ONG canadienne SUCO (Solidarité, Union et Coopération) au Mali soit un ressortissant de Ste-Élisabeth et un des artisans du jumelage entre les deux villages. Le Benkadi se saisit de cette opportunité pour demander à l'ONG SUCO d'expérimenter dans d'autres villages la pratique de développement local qui découlait de son jumelage avec Ste-Élisabeth.

C'est ainsi qu'à partir de 1993 quatre (4) villages de l'arrondissement, accompagnés par SUCO, s'engagèrent sur une nouvelle voie du développement tracée par la population de Sanankoroba, « Ce village malien qui stupéfie le monde » titrera Le Monde Diplomatique dans son édition du 2 août 1996. Le succès de cette expérimentation fut tel qu'en 1998, l'enthousiasme gagna les soixante (60) villages de la circonscription administrative de l'époque. Spontanément ils se retrouvaient chaque premier dimanche du mois sur la place de Sanankoroba dans un forum inter villageois, afin d'échanger sur leurs pratiques et préoccupations de développement.

Il a fallu attendre l'an 2000 pour que ce forum inter villageois, nommé « BEN BA » (la grande entente), se structure plus formellement et envisage des actions collectives. Accompagné de l'équipe SUCO, majoritairement constituée de ressortissants de Sanankoroba, et artisans de cette nouvelle démarche de développement, le BEN BA s'engage alors dans une analyse conjoncturelle minutieuse sur les plans organisationnel, politique, communicationnel, social et économique.

---

<sup>3</sup> Co-auteur avec Moussa Konaté, Paule Simard et Lyne Caron d'un livre dont l'intitulé est *Sur les petites routes de la démocratie, l'expérience de villages maliens*. Éditions Écosociété, Montréal 1999.

Il faut savoir que le contexte politique du Mali était alors en profonde mutation. En 1992, naissait la troisième république après l'indépendance avec un gouvernement démocratiquement élu par l'ensemble de la population. Le projet politique majeur, et défi ambitieux de ce nouveau gouvernement, consistait à mettre en place les outils et structures pour une décentralisation des pouvoirs administratifs et politiques au niveau local. Le même «hasard » a voulu qu'en cette année 2000 les 11,000 villages du Mali soient regroupés en quelque 700 communes rurales avec des conseils communaux élus au suffrage universel dans chacune d'elles.

Voilà comment les populations des soixante villages de l'arrondissement de Sanankoroba ont investi unanimement le BEN BA, en tant qu'organe de la société civile, de la mission de promouvoir le développement économique, social, culturel et environnemental des communes de **Sanankoroba, Dialakoroba et Bougoula**, en complémentarité avec les élus communaux. Du même souffle, le BEN Ba adoptait la philosophie des comités villageois qui le constituaient, soit de contribuer à la valorisation des ressources du milieu, et au besoin, à faire de l'aide extérieure un appoint au développement de la zone.

Le BEN BA a mis en place un conseil d'administration composé d'un représentant et d'une représentante de chacun des soixante (60) villages et d'un élu de chacune des trois communes. Un exécutif constitué de 53 représentants dont 19 femmes et les 3 maires des communes a été constitué. À l'instar des comités villageois, le BEN BA a orienté ses actions prioritairement sur le développement économique. C'est ainsi qu'en avril 2002, cinquante et un (51) villages mobilisèrent un premier capital de développement régional de 12 750 000f cfa (*400f cfa/\$can.*) à partir d'une contribution de 250 000f cfa par village. Dans le cadre d'un programme d'appui au développement économique régional du Mali, SUCO, sur financement de l'ACDI (Agence Canadienne de Développement International), a ajouté 50 000 000f cfa au capital initial.

Cette somme totale a permis au BEN BA d'initier de nouvelles actions économiques dans la zone, en soutenant entre autres, la culture du coton. En mai 2003, ce capital de 62 750 000f cfa a rapporté au BEN BA un intérêt de 6 275 000 f cfa. Dans cette même année, 4 nouveaux villages adhèrent et contribuent au fonds régional de développement.

Le BEN BA a également mis en place au niveau de chaque commune une structure communale jouant le rôle d'interface, et permettant aux élus et aux populations des villages de se rencontrer

et d'échanger sur le devenir de leur commune. À titre d'exemple, le comité de gestion du centre de santé communautaire de Sanankoroba rend compte de sa gestion à la structure communale, qui à son tour alimente les élus, éclairant ainsi ces derniers sur toutes décisions à prendre par rapport au centre de santé.

Pour les populations des soixante villages de l'arrondissement de Sanankoroba, le village demeure aujourd'hui le lieu d'appartenance et d'investissement privilégié à travers les comités villageois pour une véritable prise en charge du processus de développement dans une approche de développement local. Ensemble, au sein du BEN BA, elles nourrissent l'ambition de faire du citoyen l'auteur et l'acteur principal de son développement en constituant, dans chacune des trois communes, un espace d'expression démocratique permanent soutenant ainsi les élus dans l'exercice de leur mandat et leur permettant de rendre compte de leur gestion des affaires de la commune. Aujourd'hui, une quarantaine d'autres villages et quartiers urbains du Mali sont accompagnés par SUCO dans cette même démarche.

## **Les diasporas africaines devenues agents de développement**

YAO ASSOGBA, sociologue

Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS),UQO

Président de la DIASTODE (Diaspora togolaise pour la démocratie et le développement)

*Depuis les années 1980, les diasporas africaines, c'est-à-dire les communautés des différents pays de l'Afrique subsaharienne installées en Europe, aux États-Unis, au Canada, dans les Antilles, aux Caraïbes (qui y travaillent, y vivent ou y survivent tant bien que mal), forment des associations qui s'impliquent à titre de partenaires -formels ou informels- dans des projets de développement local dans leurs pays d'origine (région, ville ou village). Ces initiatives s'inscrivent, pour la plupart, dans le mouvement de l'autre mondialisation, c'est-à-dire d'une mondialisation à visage humain qui se veut une alternative au néo-libéralisme mondial. C'est ainsi, qu'avec le temps, les effets pervers de cette mondialisation frappant de plein fouet des populations déjà très défavorisées, les diasporas africaines ont été appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans les efforts du développement de communautés locales de leur pays d'origine.*

Leurs actions sont remarquables dans les activités d'économie sociale où les associations diasporiques prennent des initiatives seules et/ou en collaboration avec des mouvements associatifs du Nord. C'est le cas de l'engagement volontaire d'émigrants dans des activités de développement économique, social ou culturel de leur localité ou région d'origine : il peut s'agir d'envoi de biens en nature ou de transferts de fonds «institué» (des retenues sur salaire effectuées par les services sociaux de retraite ou des allocations familiales, etc.). Ces apports de la diaspora représentent une source appréciable de soutien aux développement des activités de l'économie populaire et de l'économie sociale tels, par exemple, des micro-financements pour le démarrage de coopératives dans divers secteurs...

Parfois, les Africains de la diaspora s'organisent, de façon plus collective encore, en associations sans but lucratif (ASBL) pour oeuvrer, en partenariat avec les compatriotes demeurés au pays, à la réalisation des projets de développement. En effet, dans les années 1990, on a assisté à l'émergence de nouvelles formes de coopération, soit l'établissement des partenariats entre les associations des diasporas africaines, les mouvements associatifs et les Organisations non gouvernementales (ONG) du pays d'accueil, pour le développement d'activités d'économie

sociale et solidaire. L'exemple le plus connu et souvent cité est celui des associations des diasporas de la vallée du fleuve Sénégal (Mauritanie, Sénégal et Mali). Selon l'Institut Panos, on comptait plus de 500 associations en France à la fin des années 1990. Ces associations de partenariat et de solidarité internationale ont joué au cours des années et continuent de jouer un rôle non moins important dans le développement local de leur pays. Leurs interventions ont permis de doter des pans entiers de villages et de localités d'infrastructures de base, c'est-à-dire d'écoles, de dispensaires, de centres de santé, de silos de stockage de céréales, d'aménagement de périmètres irrigués, de constitution de banques céréalières, de réseaux d'eau potable et d'assainissement, etc.

Un courant de ces mouvements associatifs du Nord (notamment des Organisations de coopération internationale) développe également des liens de solidarité avec des associations des diasporas pour appuyer la société civile et les partis d'opposition dans leurs luttes pour la démocratie et l'État de droit en Afrique. Au Québec, on peut citer, entre autres, le cas de la Diaspora togolaise pour la démocratie (DIASTODE). En 1991, des Togolais du Québec et du Canada fondent la Communauté togolaise au Canada (CTC) afin de créer un lien social et développer une solidarité qui leur permettent de participer non seulement à vie socio-économique et culturelle du pays d'accueil, mais également pour appuyer la lutte que mènent les forces démocratiques à l'intérieur de leur pays d'origine contre la dictature d'Étienne Gnassingbé Éyadéma (au pouvoir depuis 1967). En 1995, la CTC prend l'initiative d'organiser un séminaire international au Québec. La rencontre, à laquelle ont participé les délégués des associations togolaises de la diaspora aux Antilles, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en France, en Suisse, aux États-Unis, au Canada mais aussi en Afrique même (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire...), crée alors une nouvelle organisation. Un Collectif formé d'OCI canadiennes (CUSO, CISO, CEQ, Alternatives, etc.) et de la Ligue des droits et libertés du Québec l'appuie. Ce partenariat reçoit même le soutien financier de l'organisation Droits et Démocratie. Les participants aux États généraux des Togolais de l'extérieur tenus en avril dernier à Montréal se sont données de nouvelles orientations et sont désormais dotés d'une organisation renouvelée sous l'appellation de la Diaspora togolaise pour la démocratie et le développement (DIASTODE). En outre, la DIASTODE dispose d'un site internet produit ici au Québec. Ce site est devenu au fil des ans le principal organe d'expression et d'information des Togolais aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur (<http://www.diastode.org/>).

## **15,000 cuisines collectives au Pérou : le mouvement des femmes en action**

LUCIE FRÉCHETTE, psychologue communautaire  
Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS), UQO  
HUMBERTO ORTIZ, économiste,  
Groupe d'économie solidaire (GRESA), Pérou

*Les cuisines collectives sont des organisations d'entraide entre femmes qui se réunissent pour cuisiner pour elles, leurs familles et la communauté locale. Au Pérou, elles regroupent de 20 à 35 femmes et fonctionnent souvent jusqu'à six jours par semaine. Elles préparent 120 à 150 portions par jour. Réparties à travers le pays, on estime aujourd'hui leur nombre à plus de 15,000.*

Elles ne sont pas les seules. Dans plusieurs pays du Sud, des groupes de femmes s'organisent collectivement pour assurer la survie de leurs familles. Sécurité alimentaire oblige. Mais transformer l'effort pour la survie en dynamique de développement des communautés est le défi relevé avec succès par plusieurs de ces organisations au Pérou et ailleurs en Amérique latine. Les «comedores populares» (ou cuisines collectives) participent de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler au Sud une économie solidaire et, au Nord, une nouvelle économie sociale.

Les cuisines ne sont pas que des lieux assurant une meilleure alimentation des familles économiquement en difficulté. Elles s'avèrent des lieux d'apprentissage dans le domaine de la santé, de l'éducation familiale, de la gestion du budget familial, de la gestion entrepreneuriale (réseau de boulangeries par exemple), etc. Milieux de formation à la vie démocratique, les femmes participent à des comités de gestion et des comités animant les activités de l'organisation. On y fait l'apprentissage de la vie en groupe et de la gestion des conflits. Les cuisines ont des retombées de l'ordre de l'acquisition des compétences chez les femmes et des retombées économiques sur le budget des familles.

Aujourd'hui, après deux décennies, on reconnaît que les cuisines collectives ont contribué, au Pérou, à la transformation de la condition des femmes, stimulé la solidarité entre elles et favorisé leur «empowerment» en fédérant leurs organisations à l'échelle des principales régions du pays et en assurant une présence politique organisée dans une société civile en plein développement. Elles ont sorti les problèmes de la faim et de la pauvreté de la sphère privée et ont permis aux familles de s'organiser pour développer des stratégies de lutte contre l'exclusion et de développement local, notamment par l'obtention d'une loi d'appui (la loi 25307) au travail des organisations sociales de base (OSB) en matière de sécurité alimentaire et pour la démocratisation du programme national d'aide alimentaire (PRONAA).

## **Organisations alimentaires populaires**

Avec le temps et le soutien d'ONG, un certain nombre de ces cuisines collectives ont élargi leur activité économique. Ce qui a alors donné naissance à de véritables entreprises de quartier et à des services de proximité fort divers. Des cuisines servent des repas qu'elles vendent dans leur milieu immédiat. Mais d'autres vont aller jusqu'à ouvrir des boulangeries, pendant que d'autres gèrent des centres d'approvisionnement en denrées alimentaires en mettant à profit l'achat en groupe. Elles deviennent de réelles entreprises d'économie solidaire avec une rentabilité sociale doublée d'une viabilité économique réelle. Dans plusieurs bidonvilles, des groupes de cuisines démarrent des centres d'entreposage d'aliments non périssables. Des cuisines s'organisent au sein de programmes d'achat de groupe et de distribution en gros. Les économies réalisées profitent aux cuisines, aux familles et aux économies locales tant en milieu rural qu'en milieu urbain. De plus, plusieurs femmes engagées dans les cuisines collectives participent depuis quelques années à la mise sur pied de «bancos comunales» qui sont de petites organisations de microcrédit.

### **Le cas du quartier El Agustino à Lima**

*El Agustino est un des trois districts les plus défavorisés de Lima. Au début des années quatre-vingt-dix, on y comptait une population de 141,000 résidents, aujourd'hui de 152,000. Un sondage mené par un économiste en 1993 y dénombrait 54 cuisines collectives qui réunissaient 2800 familles. Elles sont maintenant 80. S'y ajoutent 550 comités Vaso de Leche (comités du verre de lait) rejoignant des enfants de 6000 familles. Avec les années, ces cuisines se sont regroupées en réseau, la Central de comedores populares de El Agustino. Ce mouvement a favorisé le développement d'entreprises, notamment un restaurant populaire et une boulangerie de quartier.*

Le mouvement des femmes, conscient du potentiel que recèlent des organisations comme les cuisines collectives, travaille à leur mise en réseau. Plusieurs groupes de cuisines collectives sont aussi devenus des lieux d'éducation socio-politique. Les femmes se dotent d'habiletés à s'exprimer publiquement et à s'organiser collectivement pour défendre leurs droits et ceux de leurs familles, notamment en matière de violence familiale. Elles y ont pris conscience du pouvoir politique qu'elles constituent dans le pays. Les histoires à succès de nombreuses cuisines collectives ont réussi à contrer la résistance masculine quant à la participation active des femmes à la vie publique ou communautaire. Grâce à des regroupements fédératifs, ces organisations ont pu s'inscrire dans des réseaux d'influence publics et communautaires. Le cas du Pérou est exemplaire. Une initiative du Sud qui inspire le Nord comme le confirme l'expérience au Québec

de plusieurs centaines de cuisines dont un bon nombre font partie du Regroupement des cuisines collectives<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Sur les cuisines collectives au Québec et en Amérique latine, voir Lucie Fréchette, *Entraide et services de proximité. Le cas des cuisines collectives*, PUQ, Québec, 2000.

## **Porto Alegre au Brésil, une ville pas comme les autres**

ROSINHA MACHADO CARRION,

Sociologue, Université Federal do Rio Grande do Sul/Brésil

*La première expérience d'une politique de budget participatif (BP) au Brésil a été réalisée dans la ville de Porto Alegre<sup>5</sup> en 1989, après qu'une Coalition de gauche, soutenue par les couches populaires exclues de toute représentation politique sous la période de la dictature (1964-1986), ait emporté les élections municipales avec à sa tête le Parti des travailleurs (PT). Le Front populaire dirigé par le PT en est aujourd'hui à son quatrième mandat consécutif, ayant gagné les élections de 1989, 1993, 1997 et les dernières en 2001.*

Coordonné par le pouvoir exécutif municipal, et ayant pour but d'assurer un développement qui veut concilier objectifs économiques et objectifs sociaux, la politique de budget participatif peut être décrit comme étant un outil de gouvernance démocratique appuyé sur la combinaison de deux types de participation de la communauté locale: une participation directe exercée par la tenue d'assemblées publiques de quartier (il y en a 16) et une participation indirecte réalisée à partir de forums de délégués et un Conseil des Citoyens. Au fur et à mesure que les débats politiques se déplacent, par cette politique, vers le niveau local, c'est le clientélisme des pratiques politiques traditionnelles, celui qui transforme les droits en don et dont la contrepartie est la sousmission, qui s'en est trouvé questionné.

Reconnue par l'ONU parmi les 40 meilleures pratiques de gestion urbaine au monde, la politique de budget participatif peut être décrit comme un processus de gestion publique où la population participe directement aux différentes phases d'élaboration et d'exécution du budget de la municipalité, notamment en matière de priorités d'allocation des ressources d'investissement publics dans l'ensemble des quartiers de la ville.

Une des caractéristiques majeures de ce processus démocratique de gestion sociale et économique de la ville, c'est qu'il prévoit de mécanismes de surveillance par la population des travaux et des

---

<sup>5</sup> Porto Alegre est la capitale du Rio Grande do Sul, la province la plus méridionale du Brésil. Sa population est celle d'une grande agglomération avec ces 1.360.000 habitants.

services réalisés par la Mairie. 40,000 citoyens, résidant des 16 arrondissements de la ville, y participent activement.

L'expérience de Porto Alegre nous permet de signaler quatre principales phases de réalisation de cette nouvelle dynamique de régulation économique et sociale à l'échelle d'une grande agglomération urbaine comparable à Montréal par exemple : la première phase qui commence en 1989 est caractérisée par une profonde frustration liée au manque de ressources financières par rapport aux demandes sociales exprimées. Mais, dans un deuxième temps (1990-1991), une réforme définissant, entre autres, l'origine des ressources pour faire face aux demandes populaires de même que la création d'une structure de soutien administratif à son implantation a permis d'engager le processus. En 1993-1994, une troisième phase s'ouvre avec l'introduction du processus d'identification de priorités thématiques (éducation, santé, développement local, habitat) de même que la reconnaissance, par les autorités locales, d'un Conseil de budget participatif en tant qu'instance suprême de représentation populaire. C'est pendant cette période que cette politique a commencé à être reconnue par les mouvements sociaux en tant qu'instance légitime de participation populaire. Une dernière phase qui s'étend de 1993 à 1996 sera l'obtention des forums de délégués (un pour chaque quartier de la ville et un pour chaque priorité thématique).

Il faut pourtant reconnaître que la période de construction date du début des années 90. Le succès de cette politique a trait au système de partage de responsabilités qu'elle instaure entre l'exécutif municipal et les habitants les plus pauvres de la ville qui ne bénéficiaient aucunement de l'ancienne politique municipale. En outre, elle réduit les possibilités de corruption qui sont au cœur de la plupart des traditions politiques de l'Amérique Latine parce qu'elle permet l'engagement progressif des citoyens, au sens d'une «citoyenneté active», c'est-à-dire une participation consciente et responsable par une action collective organisée autour d'une politique municipale décentralisée. De la mairie est évidemment exigée une grande transparence en ce qui a trait à la diffusion des informations financières et budgétaires et de toute autre information qui traditionnellement est du seul ressort de la machine administrative et des politiciens.

Mais cette politique, malgré ses succès inestimables, a aussi plusieurs fragilités, parmi lesquelles il y a le fait qu'elle ne compte pas encore de statut juridique propre. C'est donc dire que cela dépend en grande partie de la volonté politique du pouvoir exécutif municipal, et plus

particulièrement du groupe d'appartenance politique du Maire. L'autre risque pour la continuité du BP a trait à la résistance d'une partie significative des élus locaux à la Chambre Municipale car cela réduit sensiblement leur pouvoir discrétionnaire.

Puis, persiste l'enjeu associé à une meilleure représentativité de la population. Au fur et à mesure que les demandes retenues par le BP sont celles de groupes sociaux plus défavorisés, le pouvoir d'attraction de la classe moyenne faiblit car elle a moins de pouvoir de pression sur les élus locaux. C'est pour faire face à cet enjeu qu'a été introduite en 2001 la possibilité de présenter des propositions de priorités thématiques et de hiérarchisation des travaux et des services de la municipalité par l'intermédiaire de l'Internet. Et pourtant, il reste néanmoins un autre enjeu: l'inclusion de plus exclus de tous, les sans-logis. Car la structure du BP s'est construite sur la participation de la société civile organisée car, pour participer, il faut compter sur un minimum d'organisation. Ce qui n'est généralement pas le cas de ces groupes sociaux.

Rest que la plupart des habitants de Porto Alegre récoltent présentement les fruits de cette participation citoyenne. En effet, 99% des résidents sont maintenant raccordés au réseau d'eau courante et 79% des ménages bénéficient de la collecte des ordures ménagères. Cette idée de la participation citoyenne fait son chemin. Des stratégies similaires ont été mises en oeuvre dans tout l'État de Rio do Sul (également sous gouverne du PT). Étant donné le succès remporté par le budget participatif, personne n'hésite maintenant à qualifier Porto Alegre de «laboratoire social»<sup>6</sup>.

Les multiples défis de cette politique n'a pourtant pas empêché l'implantation de celle-ci **dans plus d'une centaine de villes brésiliennes** très différentes les unes des autres et autant au nord qu'au sud du pays : dans une ville de tradition agro-industrielle comme Porto Alegre, mais aussi à Belém dans la région Nord, à Santo André, une région plus industrialisée du pays, à Aracaju, une ville particulièrement pauvre, à Blumenau, colonisée par des immigrants allemands et assez riche, ainsi qu'à Belo Horizonte, capitale de la province de Minas Gerais où, à côté de modernes usines d'automobiles, vit une des populations le plus pauvres du pays.

Toutes ces villes ont en commun la mise en oeuvre du système BP de participation populaire qui est principalement (mais pas exclusivement) associée à la dynamique politique initiée par le Parti de Travailleurs (PT), le parti de Lula, cet ancien leader syndical élu en 2002 par une majorité

---

<sup>6</sup> Pour en savoir plus long, voir Genro et de Souza (1998), Quand les habitants gèrent vraiment leur ville, éd. Charles Mayer, paris.

absolue du vote national à la présidence de ce pays de dimension continentale pour un mandat de quatre ans (180 millions d'habitants). La confiance de la population, dont plus de 50% travaille dans le secteur dit informel, dépend du succès de son programme de lutte contre la pauvreté et la faim et du frein que ce gouvernement saura donné à la récession économique actuelle.

Chose certaine, cette politique de BP fait des petits. En septembre 2000, Villa El Salvador, autre municipalité pas comme les autres en banlieue de Lima au Pérou<sup>7</sup>, organisait une importante rencontre internationale sur les budgets participatifs avec des représentants de dizaines de municipalités de plusieurs pays de la partie Sud du sous-continent (Brésil, Équateur, Pérou, Uruguay...).

---

<sup>7</sup> Voir Le bidonville de l'espoir, cahier spécial du Devoir, 18 et 19 mai 2002.

### **Des solidarités internationales inédites**

NANCY THEDE, anthropologue,

DANIEL TREMBLAY, politologue

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, UQO

*Un nombre croissant d'acteurs qui n'ont en rien le profil d'institutions, de chefs d'État ou de diplomates internationaux affichent pourtant une puissante volonté de participer au développement international. Ils réclament également le droit et les moyens de participer à la gouvernance de notre monde, lequel ne se résume plus à une «communauté internationale», mais comporte aussi une forte part de flux transnationaux qui échappent assez largement au contrôle des États et des organisations intergouvernementales.*

Cette mouvance, appelée «société civile internationale», est en voie de constitution et elle évolue rapidement. Initiée par de grandes organisations non gouvernementales basées dans les pays du Nord, et axée sur le débat autour des politiques des institutions internationales, elle se diversifie et se complexifie au gré des enjeux de la mondialisation. On assiste depuis peu, en effet, à l'émergence de nouvelles formes d'articulation de cette société civile internationale, portée maintenant par des mouvements sociaux et non plus seulement par des ONG.

Ces nouveaux acteurs de la scène internationale travaillent à la fois sur le plan des politiques internationales et sur celui des pratiques locales (par le biais d'échanges, de réseautages, de stratégies communes). Se définissant comme membres de réseaux Nord-Sud, ils ajoutent une dimension radicalement nouvelle à la société civile internationale. Dépassant un objectif longtemps fixé par des ONG de développement international, ils arrivent à concrétiser l'échange solidaire et égalitaire. Le commerce équitable illustre bien ces nouvelles pratiques. Leurs pratiques comportent un aspect de développement international, mais ce n'est pas leur seule raison d'être.

Plusieurs initiatives québécoises et canadiennes s'inscrivent dans cette dynamique. C'est le cas, pour citer un exemple issu de l'économie sociale et solidaire, du GESQ (Groupe d'économie solidaire du Québec), qui a participé à la création du Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), lequel est d'ailleurs soutenu par deux ONG du Québec, le CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale) et l'organisation

Développement et Paix<sup>8</sup>. C'est le cas aussi d'autres organisations comme le Carrefour mondial de l'internet citoyen à Montréal, et Telecommunities Canada, en Colombie-Britannique, qui ont contribué à fonder Global CN – Plateforme des réseaux citoyens ([www.globalcn.org](http://www.globalcn.org)) – un partenariat de groupes de partout dans le monde travaillant à conjuguer besoins sociaux et nouvelles technologies de l'information et de la communication. Citons aussi les nombreuses organisations regroupées au sein du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et de Common Frontiers, tous deux participant à l'Alliance sociale continentale, coalition d'organisations qui veulent s'assurer que le libre-échange fera progresser le niveau de vie et la protection des droits des peuples des Amériques. Les syndicats d'enseignants et d'étudiants ont créé, pour leur part, l'International de l'éducation pour défendre le droit à une école publique de qualité...

Les exemples foisonnent donc et ceux que nous avons cités ne donnent qu'une petite idée de cette créativité qui redéfinit le sens du développement international. Dans cette démarche, ces mouvements ont pu mobiliser un appui de la part de certaines institutions de coopération dont Développement international Desjardins, le Fonds de solidarité de la FTQ, la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec, l'Union des producteurs agricoles et de plusieurs ONG regroupées au sein de l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI). Des appuis proviennent aussi d'organismes paragouvernementaux, tels le Centre de recherche en développement international (CRDI) et Droits et Démocratie, et même parfois de l'ACDI. Ces appuis sont appréciables, mais il demeure que l'initiative de la définition des priorités et des rapports à établir est entre les mains de ces nouveaux réseaux internationaux.

Il est impossible de dresser aujourd'hui le bilan de ce mouvement, ou même de décrire avec précision tous les acteurs qu'il mobilise, leurs intérêts, leurs ressources, leurs réalisations, leurs potentialités et leurs limites. Par contre, il est clair qu'il sera de plus en plus difficile pour les États et pour les grandes organisations intergouvernementales d'ignorer les «représentants» de cette «alter mondialisation». S'ils n'ont pas, comme les manifestants «antimondialistes», l'art de s'attirer l'attention des médias et s'ils sont loin de disposer des mêmes moyens que les pouvoirs publics, ces «alter mondialistes» possèdent en revanche un riche capital de réseaux, de compétences et d'idéaux dont l'émergence présage un nouveau souffle pour l'avenir de la planète.

---

<sup>8</sup> Voir à ce propos le site du RIPESS à l'adresse suivante <http://www.uqo.ca/ries2001/>

## Quelques exemples québécois de coopération internationale Nord-Sud<sup>9</sup>

### Développement international Desjardins (DID)

Développement international Desjardins (DID) est présent dans 33 pays, a près de 300 employés dont une centaine au Québec, 35 Québécois en poste dans ces pays et 175 employés locaux (source *Le Devoir*, 29 et 30 janvier 2000). L'enjeu majeur pour Desjardins International concerne la coopération financière. DID mise sur la coopération internationale décentralisée dans son domaine:

1) Avec des caisses villageoises au Mali, le réseau Nyèsigiso, un réseau de 46 caisses villageoises, des coopératives d'épargne et de crédit rejoignant près de 70 000 membres, favorise le développement de la petite entreprise, particulièrement en direction des femmes (petit commerce).

2) Au Vietnam, la micro-finance devient accessible aux populations locales par le biais d'un réseau, le People Credit Fund, réseau de 971 coopératives rejoignant plus de 700 000 membres.

3) En Uruguay, le réseau COFAC (Cooperativa financiera de ahorro y crédito) rejoint près de 200 000 membres dans 35 coopératives.

Ce sont là des initiatives récentes nées à la fin des années 90 dans lesquelles DID s'est investi avec son expertise d'économie sociale dans le domaine de l'épargne et du crédit.

### *La Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)*

C'est en 1985 que l'organisation SOCODEVI a été mis sur pied. Elle est née d'un regroupement d'entreprises mutualistes et coopératives qui souhaitait partager leurs expériences et leurs expertises avec des partenaires du Sud. Parmi les membres de SOCODEVI on retrouve Agropur et Nutrinor (agro-alimentation), la Conférence des coopératives forestières du Québec (foresterie), Groupe Promutuel, Union-Vie et la SSQ (assurances et services financiers) de même que la fédération des coopératives funéraires (services funéraires). SOCODEVI intervient dans une douzaine de pays d'Afrique et d'Amérique Latine soit au Bénin, en Bolivie, en Côte d'Ivoire, au Salvador, en Équateur, au Guatemala, à Haïti, au Nicaragua, au Pérou, au Sénégal et au Togo.

La mission principale de cette organisation est de soutenir le développement d'entreprises coopératives dans différents secteurs de l'économie, notamment dans l'agro-alimentaire et la foresterie. Il soutient également des coopératives de travail ou de services ainsi que des entreprises d'artisanat.

En 15 ans d'existence, SOCODEVI a soutenu 281 projets de développement, travaillé avec 283 partenaires (dont 238 sont des mutuelles ou des organisations coopératives et associatives), dispose d'une banque de 200 personnes ayant des expertises diverses au sein de ses institutions membres (rapport du directeur général pour 1999-2000). À titre d'exemple, SOCODEVI est partenaire de la Confédération nationale des coopératives du Guatemala (CONFECOOP) qui regroupe et représente le mouvement coopératif guatémaltèque. Depuis 15 ans, cette organisation

---

<sup>9</sup> Extraits tirés du livre de L. Favreau et de L. Fréchette (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ

a pu bénéficier des projets mis de l'avant par SOCODEVI. Malgré l'instabilité politique, la CONFECOOP a réussi à faire reconnaître son rôle et l'importance économique de ses initiatives par le gouvernement, en plus d'améliorer grandement les conditions de vie des membres des coopératives et de leurs familles.

### **L'UPA Développement international (UPA DI)**

Le mouvement syndical agricole a donné naissance à UPA Développement international (UPA DI) en 1993. Au cœur de son projet, le partage d'expertise entre communautés agricoles et la volonté d'une véritable solidarité entre paysans du Nord et paysans du Sud. Comment? En soutenant la ferme familiale comme modèle de développement durable, en appuyant des organisations paysannes démocratiques, en stimulant la création de systèmes collectifs de mise en marché de produits agricoles et artisanaux dans une perspective de démocratisation de l'économie de marché.

UPA DI est présent dans une douzaine de pays, principalement en Afrique francophone soit le Bénin et le Togo, le Cameroun et Madagascar, le Sénégal, le Burkina-Faso et le Mali mais aussi le Paraguay et le Guatemala en Amérique latine de même que le Vietnam en Asie. C'est ainsi, par exemple, qu'UPA DI a appuyé à partir de 1995 deux organisations paysannes maliennes pour la mise en œuvre d'un projet de commercialisation collective des céréales lequel, aujourd'hui, réussit à regrouper 2600 producteurs répartis dans 89 villages.

UPA DI privilégie l'approche par filière (céréales, fruits, production horticole..) en stimulant la mise sur pied de tables de concertation, des activités de formation sur place mais aussi des stages au Québec, puis l'organisation collective de la gestion de l'offre, c'est-à-dire le regroupement de la production individuelle et le développement de pratiques commerciales qui valorisent la sécurité et la qualité des produits en échange d'un juste prix pour leurs produits.

### **Le CECI**

Une nouvelle forme de coopération : la collaboration Nord-Sud entre partenaires

Depuis le début des années 1990, le CECI met en relation des organisations partenaires de pays en développement (d'Afrique, des Amériques et d'Asie) avec des organisations du Québec à vocation similaire ou complémentaire. Par le biais d'un programme d'échanges internationaux, des représentants du Nord se déplacent à l'étranger pour rencontrer et partager leurs connaissances avec des partenaires du Sud et réciproquement, une délégation du Sud vient au Nord poursuivre cette relation basée sur la réciprocité. Cette formule vient en complément de l'action de renforcement organisationnel menée par les coopérants volontaires canadiens qui travaillent en appui à des organismes de développement local sur le terrain.

Par exemple, une représentante d'une coopérative de femmes artisanes de Bolivie est venue au Québec rencontrer une association de commerce spécialisée dans les produits équitables. À leur tour, des commerçants de chez nous sont allés prendre contact directement avec les artisanes du Sud afin de mieux comprendre leurs conditions de travail et contribuer à améliorer leur production. Des groupements de cultivateurs africains sont venus prendre connaissance au Québec des formules coopératives de nos agriculteurs qui à leur tour ont pu aller sur place rencontrer leurs partenaires africains. Des journalistes et communicateurs autochtones

d'Amérique latine et du Canada travaillent ensemble à mettre en place un programme de développement des médias communautaires et d'échanges technologiques. C

Au CECI, cette formule de coopération de réciprocité basée sur les échanges entre organisations est au coeur de sa stratégie d'appui au développement international.

**Gouvernements locaux et coopération internationale :**  
**penser mondialement et agir localement**

Par JACQUES JOBIN,  
Ex-Secrétaire général de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (IULA),  
Conseiller, Association néerlandaise des municipalités(VNG), Pays-bas

**Les pouvoirs locaux : de nouveaux mandats**

Subir ou agir, telles sont les deux options qui se présentent au gouvernement local face à la mondialisation en cours. Mais le monde municipal a fait son choix. Il entend occuper sa place au sein de la gouvernance mondiale. Les paliers de décision qui tendent à l'influencer se multiplient : Organisation des États américains, G8, Organisation mondiale du Commerce, Banque mondiale, Fonds monétaire international et autres. En outre, le contexte, qui s'incarne dans les problèmes environnementaux, le terrorisme, la progression du SIDA et d'innombrables crises, rend le scénario encore plus complexe. Une action efficace de la part des municipalités s'impose car elles touchent près de 80% des besoins des citoyens dans leur vie quotidienne. Elles ont donc résolument décidé de pénétrer de plain pied dans les officines de la gouvernance mondiale.

Le mandat du pouvoir local a évolué. Il ne s'agit plus seulement d'assurer le maintien de la qualité de vie des citoyens, la pérennité des ressources disponibles et une gestion locale démocratique. On veut aussi prévenir les conséquences souvent malheureuses de la politique des pouvoirs centraux et des leaders de la mondialisation.

Les gouvernements locaux disposent d'une expertise qui leur est propre en matière de gestion participative et démocratique. Leur expérience en matière de prestation de services est unique. Ces compétences sont désormais recherchées partout dans le monde parce qu'on a constaté que leur impact comporte un lien direct avec la stabilité politique, seule garante d'une paix durable.

C'est dans ce cadre que les organisations qui représentent le monde municipal, telle l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UILA), ont fait une analyse stratégique qui leur a permis de constater que l'expertise des pouvoirs locaux en gestion participative et en distribution des services sont des atouts majeurs et qu'elles doivent elles-mêmes consacrer des ressources de plus en plus importantes à la mise sur pied et au bon fonctionnement des associations nationales qui en

sont membres afin d'assurer une formation pertinente aux responsables locaux, qu'ils soient élus ou employés par les municipalités.

### **Les associations nationales : un outil au service des gouvernements locaux**

Les associations nationales jouent trois rôles qui sont essentiels à l'amélioration de la gouvernance locale et à l'intégration des pouvoirs locaux au sein de la mondialisation : la représentation des intérêts des municipalités membres auprès des autres institutions publiques ou privées, le lobbying non partisan auprès des autres sphères de gouvernement et, enfin, la formation des membres tant à la gestion démocratique qu'à l'élaboration et au maintien des structures administratives des municipalités, cette dernière se faisant généralement au moyen d'échanges d'expertise. À cette mission viennent maintenant s'ajouter les services d'appui technique aux municipalités membres qui souhaitent développer des programmes internationaux.

La culture politique, dans certains pays, est parfois en contradiction avec les objectifs d'une association nationale de municipalités, comme elle l'est, d'ailleurs, face à la décentralisation des pouvoirs vers les municipalités. Les gouvernements autrefois centralisateurs ont l'impression de se créer eux-mêmes une nouvelle opposition, alors que les maires, ancrés dans leurs habitudes de soumission au pouvoir central, hésitent à se prévaloir des pouvoirs qui leur sont pourtant indispensables. Les associations nationales ont donc souvent besoin d'être accompagnées dans leurs efforts pour jouer pleinement leur rôle de représentation, de défenses des intérêts et de formation des membres. Elles doivent aussi apprendre à composer avec les bailleurs de fonds sans compromettre leur mandat face à leurs membres.

### **Partenariats entre municipalités du Nord et du Sud : le partage des compétences**

À nos yeux de Nord-Américains, les municipalités comme entités et la compétence qu'elles manifestent dans tous leurs champs d'activité semblent aller de soi. Nos élus sont formés par l'histoire, par la pratique et par les échanges qu'ils favorisent. Ils peuvent en outre compter sur les associations de municipalités qui existent aux niveaux provincial et fédéral. Ce bagage rend nos municipalités fortement compétitives sur la scène internationale quand vient le temps d'offrir des programmes de formation ou des activités d'accompagnement.

On peut dire la même chose des associations municipales. Par exemple l'Union des municipalités du Québec a déjà commencé à jouer un rôle important de pionnier dans sa relation avec l'Association chilienne des municipalités, relation qui dure depuis déjà près de dix ans.

Soutenues par le programme international de la Fédération canadienne des municipalités, plusieurs villes québécoises ont aussi fait, avec beaucoup de succès, l'expérience de programmes internationaux. Il serait trop long de toutes les énumérer ici, mais mentionnons l'impact considérable qu'ont eu les pompiers de l'ancienne ville de Gatineau sur la qualité des interventions et sur la formation des pompiers du Nicaragua, le rayonnement significatif des activités de partenariats de la Ville de Charlesbourg dans sa relation avec le Chili, la relation fructueuse de la ville de Montréal avec la ville de Shanghai, l'engagement concret de la ville de Québec auprès de la ville de Ouagadougou au Burkina Faso.

Bref, un véritable espace mondial s'est développé dans lequel les municipalités canadiennes, et québécoises en particulier, occupent une place de choix et, tout en y trouvant leur compte, peuvent influencer la donne mondiale. Nous devons regretter, à cet égard, que le maire de Montréal lui-même ne montre aucun intérêt pour le potentiel économique que représente la coopération municipale à l'échelle internationale. Si on veut profiter de la mondialisation tout en contribuant à l'assainir, on ne peut ignorer le pouvoir et les impacts possibles de la participation des villes à la gouvernance mondiale.

### **Conclusion**

Les grandes agences de développement souhaitent et encouragent la présence des municipalités et des villes en coopération internationale car la pertinence de leur expertise ne fait plus de doute.

Mais plus que cela, on demande aussi aux élus locaux d'animer leurs concitoyens et leurs électeurs dans un monde en mutation dont les caractéristiques propres restent encore largement à définir. Il s'agit là d'une mission extrêmement difficile, mais elle est incontournable. Le monde municipal doit apprendre à penser mondialement tout en continuant à agir localement si nous voulons réussir à atteindre un développement durable.

Un comité consultatif des pouvoirs locaux auprès des Nations-Unies a été créé en 1999 pour jouer le rôle de courroie de transmission et de moteur du dialogue entre les institutions mondiales et les pouvoirs locaux. Il est composé de quinze maires représentant tous les continents. L'actuel maire de Gatineau, Yves Ducharme, en est membre. Grâce aux associations nationales qui agissent auprès des instances internationales, les pouvoirs locaux ont désormais un pied dans la mondialisation.

**Épargne et développement au Sénégal :**  
**au pays des nouvelles mutuelles d'épargne et de crédit**

Par LOUIS FAVREAU, sociologue,  
Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), UQO

*Invité en décembre dernier à participer à une rencontre de la Commission internationale de liaison du réseau Lima/Québec/Dakar, devenu depuis le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS), nous avons fait une semaine de tournée d'initiatives économiques populaires récentes dans plusieurs villes du pays. La délégation internationale dont nous étions était accompagnée par des Sénégalais investis dans ces initiatives. La plupart des échanges se tenaient en ouolof et en français, les deux langues nationales du pays. Pour notre part, ce sont les mutuelles d'épargne et de crédit qui ont attiré notre attention car elles connaissent présentement un essor sans précédent dans tout le pays. De Dakar, en passant par Thiès, Diourbel, Kaolack et Touba, récit d'un voyage au pays d'une nouvelle génération d'organisations à la conquête d'une épargne canalisée vers un réel développement de l'intérieur.*

**À Doundou, près de Dakar, la capitale**

Première destination : la Mutuelle interbidonvilles de Doundou. Cette mutuelle d'épargne et de crédit située dans la proche banlieue de Dakar, a été démarrée en 1992 et reconnue institutionnellement en 1998. Son activité principale est l'épargne et le crédit. Le taux d'intérêt mensuel y est de 1,25%. Les montants prêtés peuvent aller de 12000FCFA à 12 millions de FCFA. Les emprunteurs sont des hommes (200), des femmes (300), des groupes de femmes (10) et des groupes d'hommes (2), sélectionnés selon des critères très sociaux c'est-à-dire le réseau des proches, ceux ou celles qu'on connaît bien. La mutuelle baigne dans un milieu agricole qu'elle soutient, notamment celui de la culture et de la transformation de fruits. Seul problème rencontré par la mutuelle : le prêt est rarement utilisé pour ce pourquoi il a été accordé. Comme elle fonctionne bien (avec notamment un taux de recouvrement de 94%), elle a décidé de soutenir le démarrage d'une consoeur, une mutuelle de santé (indispensable à la survie des familles en cas de grossesse précoce, de mortalité infantile...), puis s'est lancée dans la formation à l'alphabétisation, à l'éducation et à la santé en collaboration avec la coopération belge. Mais la mutuelle, nous dit-on, n'inscrit pas sa démarche générale dans une relation partenariale avec les autorités locales, d'où une influence plutôt indirecte sur les politiques locales.

### **À Thiès, Touba et Diourbel**

C'est l'Unacois/Def qui gère les mutuelles de crédit de Thiès, Touba et Diourbel. L'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (Unacois) constituée à la fin des années 80 est une association de défense des commerçants, précisons pour le lectorat québécois, une association de commerçants du secteur dit informel (notion utilisée par le Bureau international du travail depuis 1972) ou, plus justement dit, d'économie populaire (selon les ONG locales). Une «association professionnelle» en quelque sorte qui a des visées de participation au développement de l'économie sénégalaise et la promotion du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et des services si on se fie à son président. Aujourd'hui, l'Unacois compte 100 000 membres dont 90 000 sur l'ensemble du territoire national et 10 000 à l'étranger, notamment en Europe et aux Etats-Unis. Fin des années 90, l'association vit une séparation qui fait naître Unacois/Def (développement économique et financier). UNACOIS/DEF oriente alors l'essentiel de son intervention autour du développement de mutuelles d'épargne et de crédit.

À Thiès, ville située à 50 kilomètres à l'est de Dakar, la mutuelle compte près de 2000 membres, majoritairement des femmes. La mutuelle s'est développée très rapidement : en 2001, 740 prêts ont été accordés pour un montant global de 334 millions de francs CFA. Le taux de recouvrement y est de 89%. À Touba, deuxième ville du Sénégal, ville en plein centre du pays et peuplée de près un demi million d'habitants, 80% sont des commerçants. Mais Touba est une ville religieuse. Ici nous sommes chez les mourides, une des trois principales confréries musulmanes du pays. Et en tant que ville religieuse, elle est sous autorité d'un marabout (chef religieux), un peu comme le Vatican est la ville religieuse des catholiques. Il a beaucoup d'autorité notamment sur l'aménagement du territoire de la ville : la distribution de l'eau par exemple est sous son contrôle de même que la propriété foncière de toute la ville qui ne relève que de lui seul. À Touba, la mutuelle d'épargne et de crédit est donc...sous surveillance. Créée en 2001, elle compte près de 600 sociétaires et emprunteurs, majoritairement des femmes, au taux mensuel de 2,25%. Principal obstacle rencontré : il y a plus de demande que d'offre, d'où un manque de fonds. Mais le président est fier de son constat : « les femmes sont plus indépendantes, n'ont plus besoin d'emprunter à leurs mari, cousin ou oncle » rapporte-t-il à la journaliste française, Joelle Palmieri, qui est du voyage. Diourbel, à 150 kilomètres de Dakar est une des villes des plus pauvres du Sénégal. Situé au cœur du bassin arachidier, à côté des tontines qui contribuent à assurer la survivance, on a aussi fondé une mutuelle d'épargne et de crédit mise sur pied en 2000. Bref, quatre villes, quatre mutuelles de crédit, toutes récentes (depuis 2, 3,4 ou 5 ans) et toutes démarrées sous l'impulsion d'un réseau national, l'Unacois/Def.

### **L'épargne nationale, une clé de développement**

Dans ce voyage au Sénégal (classé 154<sup>e</sup> pays sur 176 en vertu de l'indice de développement humain de l'ONU), les mutuelles d'épargne et de crédit connaissent un essor sans précédent. C'est une des clés du développement. Le déficit d'épargne socialisé caractérise en effet de très nombreux pays du Sud. En clair, un taux d'épargne élevé dans l'ensemble de la population, épargne évidemment inscrite dans des institutions financières appropriées, permet d'investir et de financer l'industrialisation d'un pays sans avoir recours aux seuls investissements étrangers. Elle permet aussi de soutenir des dépenses d'infrastructure (accès à l'eau potable, accès à l'électricité, système routier...). Elle permet d'éviter la dépendance chronique d'une dette étrangère tellement énorme qu'elle peut conduire à la paralysie d'un pays ou à une faible marge de manoeuvre<sup>10</sup>. L'épargne locale est donc un puissant facteur pour le démarrage ou la consolidation de PME et pour la transformation d'activités économiques de survie en entreprises disposant d'une capacité d'accumulation. Par ricochet elle est un facteur de stabilité politique.

Et quand le président de l'UNACOIS/DEF nous affirme que les 47 mutuelles d'épargne et de crédit récemment constitués dans différentes régions du pays veulent en arriver à créer une banque populaire nationale et favoriser ainsi l'industrialisation sénégalaise, nous pensons qu'il a raison. Car nous ne sommes pas loin de pouvoir faire une comparaison entre le Québec et le Sénégal, à deux périodes historiques différentes, de l'émergence d'une économie sociale dans un contexte de sous-développement, et donc de dépendance. La situation sénégalaise actuelle, -en regard de la socialisation de l'épargne locale- n'est pas sans rappeler l'expérience québécoise du début du 20<sup>e</sup> siècle et la constitution des caisses populaires Desjardins. L'histoire de l'économie sociale québécoise à partir du Mouvement Desjardins de même que celle de la commercialisation collective des produits de la terre initiée par le syndicalisme agricole est né d'une double démarche: celle de la mobilisation du capital social existant, en occurrence les réseaux liés aux paroisses catholiques à l'échelle de tout le territoire; puis celle du nationalisme économique où se croise les efforts du capital issu de l'économie sociale et celui de l'économie publique (Caisse de dépôt et de placement du Québec) pour assurer le développement de notre propre économie des années 60 à nos jours, cette dernière démarche nous conduisant au «modèle québécois de développement» où l'économie est plus mixte qu'ailleurs parce que l'économie sociale et l'économie publique sont des économies fortes en interaction dynamique.

---

<sup>10</sup> Cas de l'Argentine avec sa dette étrangère de \$160 milliards de dollars, cas du Brésil de Lula avec sa dette de \$260 milliards de dollars américains.

## BIBLIOGRAPHIE

- CASTEL, O. (2002) *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives ?* Éd. La Découverte, Paris.
- DEFOURNY, J. et P.DEVELTERE (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éditions de Boeck, Paris/Bruxelles.
- FALL, A.S. et C.GUÈYE (2003), *Le franc, la grâce et la reconnaissance (les ressorts de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest)* dans la revue du MAUSS, Ed. La Découverte, Numéro 2, Paris.
- FAVREAU, L. et L.FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*), PUQ, Québec
- FAVREAU, L., R.LACHAPELLE et G.LAROSE (2003) *L'économie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud*, publié aux PUQ par la revue *Économie et Solidarités*, Québec.
- Rouillé d'Orfeuil, H. (2001) *Économie, réveil des citoyens*, Éd. La Découverte, Paris.
- .